



Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) | Alliance Sud | Amnesty International – Section suisse | Association pour la prévention de la torture (APT) | Humanrights.ch/MERS | International Commission of Jurists, Section suisse | Ligue Suisse des Droits de l'Homme | Organisation mondiale contre la torture (OMCT) | Société pour les peuples menacés | TRIAL (Association suisse contre l'impunité)

Contact: Association suisse contre l'impunité (TRIAL), Case Postale 5116, 1211 Genève 11, info@trial-ch.org, www.trial-ch.org

## Communiqué de presse de la Coalition suisse pour la Cour pénale internationale

Berne, 14 mars 2012 (embargo au 15 mars 2012 , 14 :00 PM)

### **La Suisse ne doit pas devenir un refuge pour les criminels de guerre et les tortionnaires**

**En refusant de donner aux autorités de poursuite les outils nécessaires, la Suisse risque de devenir un refuge pour les criminels de guerre et autres tortionnaires. Face à ce constat préoccupant, la Coalition suisse pour la Cour pénale internationale (CSCPI), remettra au Conseil fédéral, le jeudi 15 mars 2012, une pétition signée par plus de 10'000 personnes, réclamant la création d'une unité spécialisée chargée de traquer les génocidaires, tortionnaires et criminels de guerre présents en Suisse. A cette occasion, une action symbolique et un point presse seront organisés sur la Place fédérale.**

Le 1er janvier 2011, les dispositions de mise en œuvre du Statut de la Cour pénale internationale sont entrées en vigueur dans le droit suisse. Les crimes contre l'humanité ont notamment été introduits dans le code pénal, de même qu'une définition plus précise des crimes de guerre. La Suisse ne s'est cependant pas dotée des ressources nécessaires à la mise en œuvre de cet arsenal juridique et le risque est sérieux que notre pays laisse impunis de nombreux auteurs de crimes graves présents sur son sol.

#### **Aucun chiffre**

Il n'existe aucun chiffre sur le nombre de criminels de guerre ou autres tortionnaires vivant ou de passage en Suisse. Plusieurs pays voisins articulent des chiffres laissant penser que l'Europe accueille probablement des milliers de suspects provenant d'ex-Yougoslavie, du Rwanda, d'Irak, d'Afghanistan, de Sierra Leone, du Guatemala, du Sri Lanka ou de tant d'autres zones de conflits. En Suisse, plusieurs cas sont connus et laissés impunis.

Interpellées récemment sur la question, le Conseil fédéral confirme que «le Ministère public de la Confédération (MPC) n'a pas reçu de ressources supplémentaires pour s'adapter aux nouvelles dispositions législatives», et relève au passage que les deux procureurs en charge de ces affaires complexes sont contraints de les traiter «en sus de leurs affaires courantes»!

«Faute de moyens et à moins d'être alertées par des ONG, les autorités n'entreprendront probablement rien contre les bourreaux syriens, sri lankais ou colombiens qui pourraient arriver chez nous », déclare Bénédicte De Moerloose au nom de la CSCPI. « La Suisse deviendra une terre d'asile pour les pires criminels, ce qui est inacceptable. »

### **10'000 signatures**

Estimant que le temps d'agir était arrivé, 10'000 personnes ont signé une pétition réclamant des autorités qu'elles mettent en place – comme l'ont fait avec des résultats probants de nombreux autres pays – une unité spécialisée pour les crimes internationaux, armée pour débusquer les bourreaux et poursuivre comme il se doit ces affaires complexes.

« Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre des décennies avant de poursuivre les criminels de guerre et les tortionnaires », a déclaré Philip Grant de TRIAL. « La justice doit être rendue au plus vite. Le droit le permet. L'opinion publique le souhaite. Les bourreaux le craignent. C'est maintenant aux autorités d'agir. »

### **Déroulement de l'événement sur la Place fédérale**

Jeudi 15 mars 2012 à 13 heures, des figurants parés de masques représentant des criminels internationaux défilèrent - librement, et sans être inquiétés - sur la Place fédérale, tandis que des dépliants informatifs seront distribués aux parlementaires sortant de session. Un point de presse sera organisé à 13h20 sur la Place fédérale. Philip Grant (TRIAL), Alain Bovard (Amnesty international) et le Conseiller national Carlo Sommaruga seront à disposition des journalistes pour des interviews. Les 10'000 signatures seront ensuite remises à la Chancellerie fédérale.

### **Liens**

- Pages spéciales de la campagne «War crimes Unit» [www.trial-ch.org/warcrimes-fr.html](http://www.trial-ch.org/warcrimes-fr.html)
- Les affaires de TRIAL en Suisse [www.trial-ch.org/fr/activites/actions-juridiques/les-affaires-de-trial-en-suisse.html](http://www.trial-ch.org/fr/activites/actions-juridiques/les-affaires-de-trial-en-suisse.html)
- Interpellation Sommaruga: [Moyens mis à disposition pour la poursuite des criminels de guerre et création d'une unité spécialisée](#)

### **Contacts**

Alain Bovard, Lobbyiste, Amnesty International (f & e), E: [abovard@amnesty.ch](mailto:abovard@amnesty.ch)  
T : 031 305 23 61

Bénédicte De Moerloose, Conseiller juridique TRIAL (f & e), E: [benedict.demoerloose@trial-ch.org](mailto:benedict.demoerloose@trial-ch.org)  
T: 022 321 61 10

Richard Greiner, TRIAL et Coordinateur de la CSCPI (f & d), E: [richard.greiner@trial-ch.org](mailto:richard.greiner@trial-ch.org)  
T: 078 625 25 83